



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES POUR LE

MEXIQUE, L'AMÉRIQUE CENTRALE ET LES CARAÏBES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE MEXICO

SE DE GUATEMALA, DE PANAMA, DE SAINT-DOMINGUE ET DE LA HAVANE

N°14 -30 mars 2022

En bref

Hausse contenue du prix du carburant au Mexique en mars 2022. Alors que l'invasion de l'Ukraine par la Russie a entraîné une envolée des prix énergétiques, le Mexique a mis en place des mesures de soutien pour les consommateurs. Ces subventions ont permis de stabiliser les prix avec une hausse de 20,95 MXN/L (0,95 EUR) à 21,38 MXN/L (0,97 EUR) au cours du mois de mars, soit de +2,1% g.m. Cette augmentation est bien inférieure à celle observée aux États-Unis, qui ont connu une hausse de 17,3 % sur la même période.

LE CHIFFRE À RETENIR

+2,1%

Hausse du prix du carburant
au Mexique en mars 2022

Zoom sur

Le Président Biden a annoncé près de 1 Md USD d'investissements pour l'Amérique centrale et Haïti en 2023. Ce plan de 987 MUSD, qui doit encore être approuvé par le Congrès, fait partie du programme quadriennal Plan Citizen Act promettant une enveloppe de 4 Mds USD pour s'attaquer aux racines des causes de l'immigration. Ces nouveaux fonds seraient dirigés vers des programmes de modernisation des ports et des frontières et des investissements dans des outils technologiques pour aider les pays et contrôler les flux humains dans la région. Par ailleurs, 375 MUSD serviraient à établir une nouvelle réglementation régionale de demande et d'acceptation d'asiles. Enfin, une enveloppe de 275 MUSD serait adressée à Haïti pour appuyer la Police nationale et lutter contre la corruption. La question des entités réceptrices des fonds reste en suspens alors que l'administration américaine a réitéré sa volonté de ne plus donner de fonds au secteur public de plusieurs pays de la région. De plus, 8 pays dont

les quatre membres du CA-4 ont été exclus du Forum pour la démocratie organisée par les Etats Unis l'année dernière.

Mexique

1 COVID-19

A la fin de la journée du 30 mars, le Mexique enregistrait 322 845 décès en raison de l'épidémie de COVID-19, soit + 0,2 % en une semaine. 5 636 054 cas confirmés ont été enregistrés (+ 0,3 % en une semaine). Au 30 mars, 66,4 % de la population mexicaine a reçu au moins une dose de vaccin.

2 FINANCES PUBLIQUES

Baisse des recettes publiques au cours des deux premiers mois de l'année. Les recettes de l'Etat mexicain enregistrent une réduction de 0,7% au cours des deux premiers mois de l'année par rapport à l'année précédente. Ainsi, les elles se sont élevées à 48,7 Mds USD (alors qu'Hacienda tablait sur des recettes de 53,4 Mds USD). Cette sous-performance s'explique notamment par les subventions à l'énergie qui se traduisent par des moindres recettes pour l'impôt spécial sur la production et les services (IEPS) en recul de 60,5% g.a. Les recettes de TVA ont également connu une baisse de 10% g.a.. Finalement, les recettes provenant de l'impôt sur le revenu enregistrent une hausse de 10,4% g.a.

3 ECONOMIE

La population active occupée continue à croître et atteint 56,1 M de personnes en février 2022. Ce nombre a augmenté de 524 661 personnes au cours du deuxième mois de l'année, sa plus forte

augmentation depuis octobre 2021. Selon l'Enquête nationale sur la profession et l'emploi (ENOEN), la population occupée est ainsi passée de 55,5 à 56,1 millions de personnes. Sur le total des actifs occupés, on recense 38 M de salariés (67,7 %), soit 155 000 personnes de plus en comparaison mensuelle. En outre, 12,8 M (22,8 %) étaient des travailleurs indépendants, soit une augmentation de 235 000. D'autre part, on recense 3 M d'employeurs (5,4%), un chiffre qui a augmenté de 249 000. Par secteur économique, le secteur tertiaire a enregistré la plus grande hausse dans le nombre de personnes employées (+ 863 540 en février). 2,18 M de personnes étaient au chômage en février, avec un taux de chômage de 3,74% (contre 3,71% en janvier). En février 2022, la population employée de manière informelle était de 30,6 M de personnes et le taux d'informalité était de 54,6 %, soit 0,24 point de pourcentage de moins que le mois précédent.

Fort rebond des exportations mexicaines en février. Il s'agit de la plus forte augmentation depuis juin 2020. Les exportations ont progressé de 16% g.m pour atteindre 48,4 Mds USD. Ce résultat fait suite à deux mois de baisses : - 0,54 % g.m en décembre 2021 et -5,72 % g.m en janvier 2022. Les exportations de pétrole se sont élevées à 2,95 Mds USD, soit une hausse de 13,9 % g.m. Les exportations non pétrolières ont connu une hausse de 16,2 % g.m à 45,5 Mds USD (dont 42,9 Mds USD pour les exportations manufacturières). Alors que le secteur automobile avait subi les perturbations dans les chaînes d'approvisionnement mondiales, le secteur a enregistré un fort rebond en février de 34,7% g.m tiré par la demande étatsunienne. Ces nouveaux chiffres offrent une perspective plus favorable sur le dynamisme de l'économie mexicaine.

Le Mexique pourrait porter de 6 à 12 jours les congés annuelles obligatoires par an. Le projet de loi en cours d'examen au Sénat mexicain, qui vise à porter de 6 à 12 jours la période minimale de congés à laquelle les travailleurs mexicains ont droit lorsqu'ils achèvent leur première année dans une entreprise, a suscité un débat parmi les spécialistes qui affirment que, même avec une réforme, il y aurait toujours peu de congés dans le pays. Les représentants des entreprises demandent que les 6 jours de congés soient maintenus pour les MPME et que le changement soit effectué progressivement pour les autres entreprises. Le Mexique est le seul pays d'Amérique latine qui accorde initialement moins de 10 jours de congés payés. A titre de comparaison, 10 jours de congés payés sont accordés au Honduras, 12 au Paraguay, 14 au Costa Rica, 15 au Chili et 20 au Uruguay.

Forte hausse des recettes pétrolières en février, effet indirect l'invasion de l'Ukraine par la Russie. L'entreprise pétrolière publique Pemex a précisé qu'au cours du deuxième mois de l'année, les ventes ont enregistré une hausse de 11% par rapport à janvier, et se situent à 925 000 barils par jour. Ainsi, les recettes publiques provenant des exportations de pétrole brut se sont élevées à 2,24 Mds USD en février, soit une augmentation de 14 % par rapport à janvier, leur plus forte hausse mensuelle depuis mai 2021. Les exportations mexicaines ont bénéficié du prix du baril de pétrole, qui a atteint une moyenne de 86,39 USD en février, soit une augmentation de 13,3 % par rapport au mois précédent. Les recettes pétrolières continueront d'augmenter au cours des prochains mois, car la guerre entre la Russie et l'Ukraine a fait augmenter les prix du pétrole. Le prix du mélange mexicain a dépassé les 100 USD au cours du mois de mars. Le rapport de Pemex précise que 74 % des exportations étaient destinées au continent américain, surtout aux États-Unis, principal partenaire commercial du Mexique, tandis que 18 % des ventes étaient destinées à l'Extrême-Orient et les

8 % restants à l'Europe. En termes de montants, les ventes aux Amériques ont atteint 1,6 Md USD, suivies par l'Extrême-Orient (440 MUSD) et l'Europe (170 MUSD). En ce qui concerne les importations, une baisse de 16,2 % a été observée pour les produits pétroliers. Les achats d'essence, de diesel et de mazout ont diminué respectivement de 26, 15 et 3 %, tandis que ceux de gaz liquéfié ont augmenté de 22,3 %. D'autre part, Pemex a indiqué que sa production de pétrole brut s'est élevée à 1,7 M de barils par jour au cours du mois de février, ce qui constitue son plus bas niveau depuis août 2021. Ainsi, la production de pétrole de la compagnie pétrolière d'État a été inférieure de 1,2 % à celle de janvier. PEMEX prévoit de terminer l'année avec une production de pétrole de 1,9 M de barils par jour.

Renchérissement du prix de l'engrais en raison de la guerre en Ukraine. La FAO prévoit une augmentation de 8 à 22 % des prix alimentaires mondiaux en raison de la guerre. Selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), les cours des engrais augmenteraient de 13 % sur les marchés. L'augmentation répondrait à la hausse des coûts des intrants due à la hausse des prix du pétrole brut, mais aussi à la hausse des prix des récoltes. Cette augmentation affecterait les coûts de production de la saison 2022/23 selon le rapport de la FAO. La hausse des prix prévue par la FAO s'ajouterait à celle observée en 2021. Au Mexique, les prix des engrais ont augmenté, en moyenne, de 89 % au cours de l'année, selon une analyse du Groupe consultatif sur les marchés agricoles (GCMA). La Russie est un important fournisseur mondial d'engrais, et les autorités russes envisagent de suspendre indéfiniment les exportations. Il convient de noter que 30% des importations d'engrais du Mexique proviennent de la Russie. Avec des prix élevés et une faible disponibilité, les agriculteurs peuvent être contraints de réduire les niveaux de production,

ce qui se traduirait par des prix plus élevés pour les consommateurs.

Le ministre des finances, Rogelio Ramirez de la O. a déclaré qu'en 2022, la croissance du Mexique n'atteindra pas 4%. Le ministre souligne la vulnérabilité du Mexique à la conjoncture internationale (inflation et ralentissement du commerce mondial) en raison de l'ouverture du pays. Dans le même temps, il a rejeté les prévisions faites par la Banque du Mexique au début du mois, lorsqu'elle a abaissé sa prévision de croissance du PIB pour cette année à 2,4 %. En outre, le ministre a déclaré qu'au Mexique le crédit bancaire rapporté au PIB est insuffisant et a incité les banques à accroître leurs prêts à l'économie réelle.

4 ENTREPRISES ET GRANDS CONTRATS

L'aéroport international de la ville de Mexico (AICM) ne retrouve pas son volume d'avant crise en février 2022. L'AICM a enregistré 14,4% de passagers en moins en février 2022 par rapport au volume de passagers de février 2019. L'aéroport a reçu à 3,8 M de passagers en février avec 980 décollages et atterrissages par jour et se rapproche ainsi des niveaux enregistrés avant la pandémie.

Indicateur	Variation depuis le 30/03/22	Variation sur un an glissant	Niveau 30/03/2022
Bourse (IPC)	+1,20%	+18,14%	55 814,99 points
Taux de change USD/MXN	-1,68%	-2,44%	19,88

Taux de change EUR/ MXN	-0,31%	-7,59%	22,18
Prix du baril mexicain	-2,46%	+75,59%	104,04

Amérique centrale

1. Région

La BCIE investira près de 4 Mds USD pour des projets eau et assainissement de l'eau sur les trois prochaines années. Le principal bailleur de la région précise que l'amélioration de la gestion de l'eau et l'accès à la ressource hydrique pour les habitants de la région représentent l'un des enjeux majeurs de l'institution. La BCIE devrait ainsi afficher à cette échéance des interventions dans le secteur à des niveaux très hétérogènes selon les pays, avec 1,7 MUSD au Guatemala, 52 MUSD au Honduras, 68 MUSD au Salvador, 251 MUSD en République dominicaine, 604 MUSD au Nicaragua et 1,4 Md USD au Costa Rica.

2. El Salvador

Barclays prédit une récession pour le pays en 2022. La vulnérabilité de la balance des paiements, le déficit budgétaire élevé et l'absence attendue de soutien financier du FMI sont les principaux risques mis en avant par la banque anglaise. Les derniers programmes de dépenses du gouvernement rendent la situation financière insoutenable (prévision de 6,5% de déficit budgétaire pour 2022) et poussent à une restructuration de sa dette. La hausse du prix des matières premières et notamment des carburants aura un fort impact négatif sur le PIB, le pays étant le plus exposé aux importations de

pétroles d'Amérique latine (6,6% de son PIB 2021) et ne pouvant plus compter sur son allié vénézuélien. Enfin, malgré une enveloppe de DTS équivalant à 400 MUSD octroyée par le FMI en août 2021, El Salvador fait face à une baisse de ses réserves internationales alors que se profile le remboursement d'une obligation de 800 MUSD pour janvier 2023.

3. Guatemala

Proposition de loi pour suspendre les concessions minières pendant 10 ans. Cette proposition portée par le groupe d'opposition Semilla suspendrait les autorisations, prorogations ou ampliements d'exploitations de mines durant une décennie et augmenterait les royalties pour « s'ajuster à la réalité ». Dans les faits, cette proposition permettrait au Ministère des Energies et des Mines de renforcer ses capacités d'analyse et de mains d'œuvres, afin d'assurer pleinement sa mission de régulation. Actuellement, le secteur minier fait face à de fortes critiques justifiées par la liberté laissée aux exploitants (notamment russes) et aux soupçons de corruption jusqu'au plus haut niveau de l'État. La chambre de commerce américaine a critiqué cette proposition de loi, soulignant qu'elle irait contre les accords d'investissement et de commerce bilatéraux. L'Amcham précise par ailleurs que la loi devrait se concentrer sur l'amélioration des normes environnementales et sociales et non l'arrêt d'un pan entier de l'économie. Le secteur minier compte pour 4 % du PIB 2021 contre 14% en 2015. Cette chute s'explique par l'absence d'octroi de nouvelles licences et l'arrêt de mines dû à des conflits sociaux.

21 MUSD de biens de contrebande ont été saisis entre 2019 et 2021. Ce chiffre ne représente que 0,64% des biens de contrebande estimés qui rentrent dans le pays chaque année. Alors qu'en 2020, l'arrêt des échanges commerciaux a entraîné un fort recul des rentrées de produits de

contrebande dans le pays, l'année 2021, marquée par un retour du commerce transfrontalier, a vu le passage illégal de produits augmenter de 75% sur l'année. Les produits agroalimentaires sont fortement touchés par ce commerce illégal, principalement avec le Mexique. La quantité d'œufs de contrebande correspond ainsi à 15% de la production nationale. Ce chiffre atteint 20% pour les huiles, 10% pour le lait et 25% pour le maïs. L'intégration des aliments aux chaînes de production et leur vente sur le marché informel rendent cependant difficile le contrôle de leurs parts de marché.

4. Honduras

L'entreprise publique d'électricité s'enlise dans la crise. L'entreprise nationale d'énergie électrique (ENEE) a rapporté 32% de pertes lors de la distribution d'électricité en janvier et février. Sur les 1 457 GWh mis dans le réseau national, seuls 994 GWh ont été vendus. Ces pertes dues à une mauvaise gestion du réseau électrique mais surtout à des vols représentent 110 MUSD (2,7 Mds HNL) de pertes sur les deux premiers mois de l'année. Pour l'année 2021, les pertes de l'ENEE avaient atteint 33% de l'électricité produite pour un montant de 600 MUSD.

5. Nicaragua

Le gouvernement annonce un gel du prix du gaz et prendre en charge 70% de la hausse du prix de l'essence. Le ministère de l'énergie et des mines précise que cette décision sera révisée chaque semaine en fonction de la variation des prix des matières premières. Cette décision fait suite à deux semaines au cours desquelles le gouvernement avait bloqué le prix de tous les combustibles. La bombonne de gaz de 25 livres, la plus utilisée par les ménages, aura un prix fixe de 12,21 USD et le litre d'essence coûtera 1,33 USD.

Caraïbes

1. Cuba

Oxfam ferme son bureau à Cuba. Oxfam a annoncé, mardi 22 mars, son départ de Cuba en raison de problèmes financiers. Les difficultés, aggravées par la pandémie, ont conduit l'ONG à décider la fermeture de plusieurs bureaux dans le monde, dont Cuba. Présente à l'Île depuis 1993, Oxfam a notamment mis en œuvre des projets de développement agricole et gestion des catastrophes naturelles pour un budget moyen annuel de 1 à 1,5 MUSD. Son départ se fera dans les deux prochaines années, le temps de finir le suivi des projets en cours.

Reconnaissance de l'OMPI aux scientifiques cubains. L'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI) a décerné la médaille d'or des Inventeurs aux scientifiques cubains créateurs des vaccins contre la Covid-19. Le prix a été remis le 28 mars dernier par le Directeur général de l'OMPI, M. Daren Tang, qui s'est rendu à La Havane à cette occasion, à la tête d'une délégation. Lancée en 1979, la médaille OMPI pour les inventeurs vise à stimuler l'activité inventive et innovante dans le monde entier ainsi qu'à reconnaître la contribution des inventeurs à la richesse et au développement national.

Jusqu'au présent, Cuba a reçu une douzaine de prix de ce genre pour le développement de produits, dont le premier a été reçu en 1989 par

l'Institut Finlay des Vaccins (IFV) pour le développement du vaccin contre le méningocoque (*Neisseria Meningitidis*) du groupe B.

2. République dominicaine

L.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédacteurs : SE du Guatemala, SE du Panama, SE de Saint-Domingue, SE de la Havane

Pour s'abonner : <https://www.linkedin.com/company/economico-embajada-francia-en-cdmx/>

Suivi statistique du COVID-19 dans la zone

Pays	Nombre de cas de COVID-19 Nombre de décès liés au COVID-19 <i>Données officielles au 30/03/2022</i>	Pourcentage de la population complètement vaccinée <i>Dernières données disponibles</i>
Costa Rica	837 828 <i>Décès : 8 298</i>	78,68%
Cuba	1 089 452 <i>Décès : 8 510</i>	87,45%
Guatemala	827 596 <i>Décès : 17 300</i>	35,99%
Haïti	30 545 <i>Décès : 833</i>	1,00%
Honduras	421 013 <i>Décès : 10 880</i>	49,02%
Jamaïque	128 735 <i>Décès : 2 884</i>	22,83%
Nicaragua	18 434 <i>Décès : 230</i>	62,85%
Panama	764 243 <i>Décès : 8 168</i>	71,40%
El Salvador	161 052 <i>Décès : 4 118</i>	66,35%
République dominicaine	578 020 <i>Décès : 4 375</i>	55,19%